

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

### **CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2023**

#### **PRÉSENTS**

: Mme Gisèle JOUANNETAUD, M. Gérard BAYLE, M. Cyrille JOUANNETAUD, Mme Myriam BOURDINAUD, M. François LANCKRIET, M. Damien MAURY, M. Jean-Pierre NATHIE.

#### **REPRÉSENTÉ (S)**

: Mme Mélody MAUX, M. Philippe HALLER, M. Sébastien MORICHON

#### **ABSENT (S) EXCUSÉ (S)**

: Mme Mélody MAUX, M. Philippe HALLER, M. Sébastien MORICHON  
Mme Angélique ISEL.

#### **ABSENT (S) NON EXCUSÉ (S) :**

Membres	11
Présents	7
Représentés	2
Exprimés	9

**CONVOCATION DU CONSEIL** : 15 mai 2023

**SESSION ORDINAIRE** : ouverte à 20 heures 30

**SECRÉTAIRE** : Gérard BAYLE, a été élu (e) secrétaire

**PRÉSIDENTE** : Mme JOUANNETAUD Gisèle, Maire

**LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DU PRÉCÉDENT CONSEIL**, transmis avec la convocation précitée. Adopté à l'unanimité,

### **I – VOTE DES TAXES**

#### **Fixation des taux d'imposition directe locale pour l'année 2023**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que lors de la précédente réunion du 14 avril 2023, il a été procédé au vote des taux d'imposition. Cependant, la DGFIP nous a fait savoir que ces taux n'avaient pas été correctement calculés et qu'il convient de délibérer à nouveau sur ces taux.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des rectifications à apporter à ces taux,

Après délibération, à l'unanimité,

DECIDE de fixer les taux d'imposition 2023 comme suit :

Foncier bâti = 28.00 %

Foncier non bâti = 68.00 %

Taxe d'habitation = 10.49 %

CHARGE Madame le Maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.

### **II – ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE 2022**

Madame le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'Assemblée Délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le Conseil Municipal :

**ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable

**DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

**DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)

**DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

Pour extrait conforme, fait à SAINT LEGER LA MONTAGNE, le Maire.

### **III – POINT FORET**

#### **1 - Coupe de bois façonné**

Madame le Maire informe son Conseil Municipal qu'une coupe de bois est programmée sur l'exercice 2023 dans la parcelle 2 de la forêt communale (pour un volume d'environ 595 m3).

Le Conseil Municipal après délibération, conformément à l'article L 144-1-1 du Code Forestier :

DECIDE de vendre cette coupe de gré à gré, bord de route,

DECIDE de mettre ces bois à disposition de l'ONF sur pied, à charge pour l'ONF d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux d'exploitation

ACCEPTE que ce lot puisse être intégré dans un processus d'exploitation / vente de lots groupés issus de forêts relevant du Régime Forestier, dans le cadre de contrats d'approvisionnement,

DESIGNE l'Office National des Forêts comme mandataire légal pour le compte de la Commune pour négocier, conclure la vente et recouvrer les sommes dues. Dans ce cas, les sommes revenant à la commune correspondant au prix de vente du lot ci-dessus, sont reversées par l'ONF déduction faite des charges engagées par l'ONF pour l'exploitation des bois et des frais liés au recouvrement et au reversement des sommes dues à la Commune,

DONNE pouvoir à Madame le Maire, pour d'une part donner son accord sur les propositions finales d'achat, d'autre part signer la convention avec l'ONF fixant les conditions de la vente et d'exploitation du lot ci-dessus.

#### **2 – Programme forestier 2023**

Madame le Maire présente à l'Assemblée le programme de travaux forestiers 2023 proposé par l'ONF pour un montant de 88 590 € HT. Ainsi que le montant des honoraires afférents, pour un montant de 11 347.64 € HT.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le programme de travaux forestiers 2023.

#### **3 – Litige chemin du Goulet**

### **IV - DEVIS**

#### **1 – Isolation local attenant à la grange**

Madame le Maire fait savoir que l'isolation du local technique attenant à la grange, a été retiré du programme de l'aménagement de la grange. A la demande du conseil Municipal, plusieurs devis ont été demandés :

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

- 
- OLIVE TOUS BOIS : 4 012,00 €
  - MONSBROT EURL : 5 472.00 €
  - VERGNOUX : 3 969.60 €

Puis elle demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ces devis.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le devis de l'entreprise MONSBROT EURL d'un montant de 5 472.00 €.

MANDATE Madame le Maire pour mener à bien ces travaux et signer tous les documents nécessaires.

### **PRESENTATION DE PHOTOS**

#### **2 – Compteurs AEP**

Madame le Maire fait savoir qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de compteur pour notre réseau d'eau potable. Une offre des compteurs ZENNER, d'un montant de 827.28 € nous a été présentée.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le devis de l'entreprise ZENNER d'un montant de 827.28 €

MANDATE Madame le Maire pour procéder à cet achat.

#### **3 – Agrandissement salle polyvalente**

Madame le Maire présente la nouvelle proposition d'agrandissement de la salle polyvalente, réalisée par les services de l'ATEC, en fonction des desideratas du Conseil Municipal.

L'Assemblée délibérante, après avoir pris connaissance du dossier et délibération,

A l'unanimité,

DECIDE de rechercher un architecte, pour établir le dossier de réalisation,

DECIDE de solliciter des subventions auprès des différents organismes financeurs possibles.

#### **4 – Sacs pour colis des Aînés**

Nous avons reçu une publicité avec des sacs floqués au logo de Saint Léger la Montagne. Madame le Maire demande s'il serait judicieux d'en commander pour les colis de nos Aînés.

Le Conseil Municipal, après concertation,

A l'unanimité,

DECIDE d'offrir des sacs floqués au logo de Saint Léger la Montagne aux aînés de la commune.

#### **5 – Travaux local « Chez Marcel »**

##### **1 – « Chez Marcel »**

Madame le Maire informe de l'avancement du projet d'épicerie « Bouge ton coq », elle précise qu'une Association « Chez Marcel » a été créée. Il convient désormais de faire des travaux de restauration de ce local. Les employés communaux se proposent de faire en régie, les travaux de :

- Peintures menuiseries et murs,

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

---

- Réfection et isolation du mur de la réserve,
- Aménagements/confection des étagères.

La remise aux normes de l'électricité du local doit être réalisée par un professionnel.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le devis de l'entreprise LECARDEUR d'un montant de 2 574.00 €,

MANDATE Madame le Maire pour mener à bien ce projet.

### **2 – Subvention**

Madame le Maire demande à l'Assemblée son avis sur l'attribution d'une subvention à l'association « Chez Marcel », pour son installation.

Le Conseil Municipal après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE d'attribuer une subvention de 280€ à l'association « Chez Marcel ».

### **6 – Travaux voirie**

Madame le Maire informe l'Assemblée que la Communauté de Communes a programmé la réfection de la voirie du village des Combes. Il serait judicieux de prévoir la réfection des caniveaux et d'une entrée charretière préalablement à ce programme de travaux. Le syndicat de voirie a établi des devis en ce sens et leur présentation est faite à l'Assemblée.

Le Conseil Municipal après délibération,

RETIENT les devis du syndicat de voirie pour un montant total de 2 497.31 €.

DONNE pouvoir au Maire pour signer les devis afférents.

## **V – TAXE D'AMENAGEMENT**

Madame le Maire, en raison de l'appartenance à une communauté de communes, et pour être en cohérence avec cette intercommunalité, propose d'instaurer la taxe d'aménagement. Elle en précise les fondements et demande alors à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A 5 voix contre, 2 voix pour, 2 abstentions,

S'OPPOSE à l'instauration de la taxe d'aménagement sur la commune.

## **V BIS - DEMANDE D'ADHESION AU SERVICE COMMUN D'INSTRUCTION DES ACTES ET AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS.**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-4-2 et suivants permettant à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et à une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs, notamment pour l'instruction des décisions prises par le maire au nom de la commune ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article R.423-15 qui autorise une commune à charger un EPCI d'instruire les demandes d'autorisations et actes prévus au code de l'urbanisme en matière de droit des sols ;

**Vu** la délibération n°2017/208 de la Communauté de communes ELAN LIMOUSIN AVENIR NATURE en date du 13 décembre 2017, approuvant la création d'un service commun d'instruction des actes et autorisations d'urbanisme, dénommé « Service des autorisations du droit des sols » (service ADS) ;

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

**Vu** la délibération n°2023/090 de la Communauté de communes ELAN LIMOUSIN AVENIR NATURE en date du 20 avril 2023 approuvant l'évolution des conventions, tenant compte des évolutions réglementaires d'une part (mise en place SVE et dématérialisation) et d'autre part des évolutions du service, aujourd'hui Urbanisme-ADS.

**Considérant** que l'adhésion de la commune au service Urbanisme-ADS ne modifie en rien les compétences du maire en matière d'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'accueil des administrés, la réception des demandes et la délivrance des décisions, qui restent de son seul ressort ;

**Considérant** que le service Urbanisme-ADS sera chargé de l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations et actes, à compter du dépôt de la demande auprès de la commune jusqu'à la notification par le maire de sa décision selon les modalités de fonctionnement du service Urbanisme-ADS ;

**Considérant** que le service Urbanisme-ADS instruira les actes et autorisations suivants, délivrés sur le territoire de la commune, et qui relèvent de la compétence du maire au nom de la commune :

- Permis de construire
- Permis de démolir
- Permis d'aménager
- Déclarations préalables
- Certificats d'urbanisme opérationnel article L410-1 b) du code de l'urbanisme

**Considérant** qu'une convention doit être signée entre la commune adhérente au service Urbanisme-ADS et la Communauté de communes ELAN LIMOUSIN AVENIR NATURE ;

**Considérant** que cette convention vient notamment préciser le champ d'application, les modalités de mise à disposition, les missions respectives de la commune et du service, les modalités d'organisation matérielle, les responsabilités et les modalités d'intervention dans le cas de contentieux et/ou recours et les modalités de financement du service.

**Considérant** que l'adhésion de la commune au service Urbanisme-ADS sera effective au 22 mai 2023 ;

**Le Conseil Municipal après délibération,**

**A l'unanimité,**

**DÉCIDE** d'adhérer au service commun d'instruction des actes et autorisations du droit des sols mis en place par la Communauté de communes ELAN LIMOUSIN AVENIR NATURE à compter du 22 mai 2023;

**AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention annexée à la présente, qui précise les modalités de fonctionnement du service commun Urbanisme-ADS et les rôles et obligations respectives de la commune et de la Communauté de communes ELAN LIMOUSIN AVENIR NATURE.

## **VI – QUESTIONS DIVERSES**

### **1 – Inauguration du parking de Sauvagnac**

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée, l'inauguration du parking de Sauvagnac :

Jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023 à 11h00

Puis elle demande s'il convient d'inviter toute la population de Saint Leger la Montagne.

Le Conseil Municipal, après concertation,

A l'unanimité,

INVITE les habitants du village de Sauvagnac.

Puis elle annonce, que la commune est lauréate du prix « Cadre de vie et mobilité – commune de moins de 500 habitants »

### **2 - Participation financière de la commune pour l'achat du feu d'artifice**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal, que la commune participe pour moitié à l'achat du feu d'artifice tiré sur la commune (2 000 €), à l'occasion de la fête nationale, organisé par le comité des fêtes. Puis elle précise que celui-ci a été commandé.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### **3 – Convention – conseil en évolution professionnelle**

Madame le Maire informe l'Assemblée de la possibilité de conventionner avec le centre de gestion de la Haute-Vienne (CDG87) pour ouvrir « la possibilité pour les agents publics de bénéficier d'un accompagnement personnalisé dans l'élaboration d'un projet professionnel notamment dans le cadre du Conseil en Evolution Professionnelle (CEP)... ». Elle demande alors son avis au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après concertation,

A l'unanimité,

DECIDE de ne pas conventionner avec le CDG 87 en conseil en évolution professionnelle.

### **4 – Gestion du personnel**

Un agent technique a des problèmes de santé importants (1 mois d'arrêt de travail en avril/mai). Une réflexion doit être menée pour prévoir son remplacement. Une demande auprès du lycée des Vaseix a été faite, pour éventuellement recruter un apprenti.

Cette situation compromet la réfection du lavoir des Combes. Il faut réfléchir à sa restauration.

Le Conseil Municipal,

PROPOSE qu'un appel à candidature sur le PanneauPocket soit fait.

### **5 – Travaux d'enfouissement de la fibre – combe Chave**

Sur l'interpellation de Madame le Maire de Saint Léger la Montagne et son 3<sup>ème</sup> Adjoint, Monsieur le Maire de la Jonchère Saint Maurice a sollicité les services de Orange, pour voir s'il est possible d'ajouter une gaine, et enfouir la fibre NATH en même temps que la fibre qui monte à Combe Chave.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### **6 – Seignedresse – dossier de Monsieur POUTHIER**

Madame le Maire rend-compte à l'Assemblée de ses échanges avec Monsieur POUTHIER, suite à la délibération prise le 2 mars 2023, au sujet de la régularisation des terrains. En effet, Monsieur POUTHIER a clôturé des terrains appartenant à la commune. Aussi Madame le Maire souhaite que soit régularisée cette situation et propose de vendre les parcelles concernées à ce dernier, sachant qu'il n'y a aucun intérêt à ce que la commune conserve ces terrains.

Le Conseil Municipal après délibération

A 7 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention

ACCEPTE de vendre la parcelle H 1273 à Monsieur POUTHIER.

### **7 – Nettoyage réservoirs AEP**

Le nettoyage des trois réservoirs a été effectué par la SAUR, avec le concours de l'agent technique et d'un Conseiller Municipal. Cette opération a permis de détecter des divers travaux à prévoir sur ses ouvrages.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

## 8 - Organisation la télétransmission des actes de la commune

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1 et L 2131-2 ;

Considérant que la commune souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Considérant que, après une consultation dans le cadre du code des marchés publics, la société DEMATIS a été retenue pour être le tiers de télétransmission ;

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité

DECIDE de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;

DONNE son accord pour que le maire signe le contrat d'adhésion aux services abonnement e-legalite.com - ACTES pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité;

AUTORISE le Maire à signer électroniquement les actes télétransmis ;

DONNE son accord pour que le maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture de la Haute-Vienne représentant l'Etat à cet effet ;

DONNE son accord pour que le Maire signe le contrat de souscription entre la commune et CERTIFICAT EIDAS

## 9 – Convention d'utilisation du domaine public – assainissement

Madame le Maire présente à l'Assemblée la demande de Mme DESMOND Mathilde et M. PERROT Damien, d'utiliser le domaine public pour implanter le poste de relevage de leur dispositif d'assainissement (plan joint). Elle demande alors son avis au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal après délibération

A l'unanimité,

DONNE son accord pour que Mme DESMOND Mathilde et M. PERROT Damien utilise le domaine public comme indiqué sur le plan joint.

DONNE pouvoir à Madame le Maire pour établir et signer la convention afférente.

## 10 – Augmentation des crédits au budget forêt

Madame le Maire informe le Conseil Municipal, qu'il y a lieu de procéder à l'augmentation des crédits de la section de fonctionnement du budget forêt en raison de l'évolution de la vente de bois en façonné, qui implique une ventilation des frais d'exploitation.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE des augmentations des crédits comme suit :

Intitulé	Diminution sur crédit déjà alloués		Augmentation des crédits	
	Article	Sommes	Article	Sommes

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

produits des services du domaine – coupe de bois	7022	+ 40 000		
Services extérieurs – bois et forêts			61524	+ 40 000

MANDATE Madame le Maire pour signer toutes les pièces utiles et afférentes.

### 11 - Réunions

Visite du barrage du Mazeau – 19/04/2023 – Ecole buissonnière  
Conseil communautaire – Gisèle JOUANNETAUD - 20/04/2023  
Conseil des Maires - Gisèle JOUANNETAUD - 27/04/2023  
PCAET - Gisèle JOUANNETAUD, Mélody MAUX, Damien MAURY, Myriam BOURDINAUD, François LANCKRIET – 09/05/2023 en mairie – présentation des fiches

**Date à retenir : inauguration du parking de Sauvagnac 01/06/2023 11h00**

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 23 heures 17